

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 23 (1882), p. 29-33

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1882__23__29_0

© Société de statistique de Paris, 1882, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « *Journal de la société statistique de Paris* » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

*Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques*
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1882.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1881.

La séance est ouverte à quatre heures, sous la présidence de M. le docteur Bourdin.

Le procès-verbal, lu par M. le Secrétaire général, est adopté.

M. le Président fait connaître le décès d'un de nos membres les plus distingués de l'étranger, M. TOMASONI, avocat à Padoue; il invite M. Loua à transmettre à la famille du défunt l'expression des regrets de la Société.

Les livres et documents ci-après sont déposés sur le bureau :

Journal de la statistique suisse, 16^e année, 1881.

Annuaire démographique de Bruxelles, par M. JANSSENS; 19^e année, 1880.

Rapport sur les opérations du bureau d'hygiène de Bruxelles, pour 1880.

L'Espagne à l'Exposition universelle de 1878, par M. de SANTOS, membre de la Société.

Statistique des établissements pénitentiaires de France, en 1878, publiée par le ministère de l'intérieur.

Revue des travaux scientifiques (numéro de novembre 1881), publiée par le ministère de l'instruction publique.

A l'occasion de ces présentations, M. GIMEL rend compte en peu de mots des deux fascicules offerts par la Direction de la statistique d'Italie relatifs à l'enquête agricole du royaume. Le premier contient les communications des commissions; le second, les procès-verbaux des séances. C'est dans ce volume qu'on trouve le questionnaire de l'enquête, lequel se subdivise comme il suit :

- 1^o Territoire et climat;
- 2^o Population et sa répartition;
- 3^o Agriculture et industrie agricole;
- 4^o Propriété foncière;

5° Relations entre les propriétaires et les ouvriers du sol ;

6° Conditions physiques, morales, intellectuelles et économiques de la population agricole.

Comme tous les programmes, celui-ci est plein de promesses. S'il est bien rempli, il procurera sur l'état agricole d'un pays qui nous est attaché par tant de liens, un document précieux. La quatrième question notamment offre, dans ses subdivisions, des renseignements qui seront des plus intéressants sur la propriété foncière, et qui sont impatiemment attendus.

M. WILSON présente concurremment avec M. de FOVILLE la liste des candidats qu'ils proposent en qualité de membres titulaires et dont voici l'énumération :

MM. PALLAIN, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères ;
FUNCK-BRENTANO et GUILLAUMIN, rédacteurs du Bureau de statistique et de législation comparée ;
GRIMPEL, sous-directeur de la dette inscrite ;
FOYOT et BIENAYMÉ, chefs de bureau au ministère des finances ;
DE COPPENS D'HONDSCHOTE, directeur général des contributions directes ;
ROUCOU, directeur général des contributions indirectes ;
GUINAT, administrateur ;
DECHAUD, MARTEL, ROUSSAN, chefs de bureau ;
LECLERC, directeur général de l'enregistrement ;
BOULANGER, administrateur ;
GÉRAUD, directeur à Paris ;
AMBAUD, directeur général des douanes ;
RAMOND, administrateur ;
CAIGNON et LEROY, chefs de bureau.

A la liste de ces candidats qui appartiennent tous à la haute administration du ministère des finances, MM. WILSON et de FOVILLE proposent d'ajouter :

M. YVERNÈS, chef de division de la statistique au ministère de la justice, qui a obtenu, en 1878, le prix Montyon de statistique de l'Académie des sciences.

M. le Président donne lecture de trois lettres de candidature qui lui ont été adressées par :

MM. T. BÈRE, ingénieur des manufactures de l'État ;
LAFFINEUR, fondateur du *Répertoire général de politique et d'histoire contemporaine* ;
MARTINET, secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Enfin M. LOUA présente la candidature de M. Maurice BLOCK (membre de l'Institut).

Cette longue liste de présentation est saluée de vifs applaudissements à l'adresse de MM. WILSON et de FOVILLE, la Société acclame également les noms de MM. YVERNÈS et Maurice BLOCK.

Sur la proposition de M. le Président, l'élection des vingt-quatre candidats a lieu sans désemparer, et le Président déclare qu'ils sont tous élus à l'unanimité membres titulaires de la Société.

L'ordre du jour appelle les élections pour le renouvellement du Bureau. A ce propos, M. CHERVIN demande la parole pour une motion d'ordre et entretient la

Société des réformes qu'il y aurait lieu d'apporter à sa comptabilité financière, à l'ordre de ses travaux et à la rédaction de son *Bulletin*.

M. le Président répond qu'une commission a été nommée pour s'occuper spécialement de ce sujet et qu'il n'y a pas lieu pour le moment de continuer cette discussion.

Avant de faire procéder au vote, M. le Président lit une lettre de M. DE MALARCE, dans laquelle l'honorable membre s'excuse sur l'état de sa santé de ne pouvoir accepter la candidature qui lui avait été offerte pour la vice-présidence.

Acte est donné à M. de Malarce de cette déclaration.

Les bulletins de vote sont recueillis, et le scrutin reste ouvert jusqu'à la fin de la séance.

M. DE FOVILLE présente un exemplaire de l'Atlas statistique dressé par ordre du ministre des finances, en vue de l'exposition internationale de Venise.

Il appelle l'attention de la Société sur les deux premières cartes qui indiquent la répartition territoriale du capital national, en tant qu'on peut le déduire des valeurs successorales.

Il dit quelques mots des cartes suivantes, dont plusieurs rappellent celles qu'a publiées M. Lunier sur la consommation des boissons alcooliques et d'autres indiquent la quotité par tête des principaux impôts directs ou indirects, mais ce qu'il désire signaler plus spécialement, c'est la carte où se trouve exprimée par département la répartition des monnaies d'or et d'argent. Cette carte est la représentation figurée d'un travail qu'a fait faire le ministre des finances à l'occasion de la conférence monétaire internationale du mois d'août 1878. Il a paru utile de recueillir des données aussi précises que possible sur l'importance proportionnelle des divers éléments dont se compose la circulation métallique de la France. Dans ce but les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers, les percepteurs et les comptables des régies financières, au nombre de 19,511, avaient reçu l'ordre de retirer de leurs caisses, le 14 août 1878 au soir, toutes les pièces d'or de 20 et de 10 fr. et toutes les pièces d'argent qui s'y trouvaient, de séparer les pièces françaises des pièces étrangères et de classer les premières par millésime, les autres par nationalité. Cette enquête a porté sur 2,222,965 pièces représentant une valeur totale de 22,945,770 fr.

Les résultats de ce travail ont été mis en lumière par notre *Bulletin* (voir le numéro de février 1879) et l'on a pu constater que sur les 23 millions de pièces recensées, il y avait pour 17 millions de francs d'or et pour 6 millions d'argent, soit, en moyenne pour l'or, une part proportionnelle de 73 $\frac{1}{2}$ p. 100.

Or il est facile de voir, continue M. de Foville, que le rapport de ces deux métaux varie considérablement suivant les divers départements. La carte montre l'argent dominant sur le littoral ouest, tandis que l'or, qui est à son maximum aux alentours de la capitale, est extrêmement abondant aussi dans les départements du centre et du midi, réputés les plus pauvres du pays.

Ce dernier résultat ne laisse pas d'être imprévu et peut-être en pourrait-on trouver l'explication dans ce fait qu'avant 1870 l'or dominait partout, et que l'argent qui nous a envahis depuis n'a pas encore pénétré dans ces régions relativement arriérées, faute de moyens de communication et en l'absence de transactions suffisantes.

M. JUGLAR demande à compléter les indications fournies par M. de Foville en

indiquant comment le phénomène de l'absorption de l'or se fait aux États-Unis. On sait que ce sont les pays de l'Ouest, dont le centre d'affaires est Chicago, qui font depuis quelques années les plus fortes exportations en blé. Il s'agit de payer ces exportations; or il est remarquable que l'or européen ne fait qu'apparaître à New-York et même à Chicago, pour se diriger immédiatement vers les confins de l'Ouest dans les pays à blé, où il s'immobilise.

M. DE FOVILLE ne voit pas l'analogie qu'on pourrait établir entre l'Ouest-Amérique, siège d'un commerce important, et la Creuse, par exemple, où le commerce est presque nul. D'autres explications ont été données, c'est ainsi qu'on a attribué l'or qu'on trouve dans ce département aux économies faites par les maçons creusois revenus de Paris dans leur foyer natal, mais il croit préférable de s'en tenir à sa première explication.

M. LUNIER pense que la répartition de l'or, qui serait, d'après la carte, plus élevée dans le Midi que dans les départements du Nord, pourrait tenir en partie à l'extension considérable de l'industrie viticole dans le Midi, car, s'il est vrai que, par suite du phylloxera, la production a diminué, les prix ont suivi une marche opposée, en même temps que les départements du Nord ont commencé à absorber une plus grande quantité de ces produits. De là déplacement de l'or du Nord vers le Sud.

M. DE MALARCE signale une enquête faite en 1856, lors de nos premières grandes souscriptions nationales. Il déclare avoir été frappé de la quantité extraordinaire d'or qu'on a trouvé dans le département des Pyrénées-Orientales, où il se trouvait alors en mission, l'or semblait sortir de terre et il a fallu la confiance qu'on avait dans le crédit de l'État pour mettre au jour des richesses dont personne n'aurait soupçonné l'importance.

M. CHEYSSON dit avoir été frappé des observations présentées par M. Juglar. Il voudrait ajouter quelques mots pour montrer l'effet que peut produire sur les pays neufs l'extension des voies ferrées.

Les études qu'il a été amené à faire sur ce sujet, lui ont démontré qu'à l'origine, les chemins de fer appellent de préférence les voyageurs et ce n'est que plus tard, quand on commence à comprendre les facilités que ces voies perfectionnées offrent aux transports, que les marchandises prennent leur mouvement, et fournissent bientôt au trafic un élément beaucoup plus élevé que celui des voyageurs.

Le même phénomène se produit dans les pays peu commerçants. En Italie, par exemple, le mouvement des voyageurs dépasse encore de beaucoup celui des marchandises, mais si l'on considère la riche Lombardie, c'est le fait contraire qui se produit, et les marchandises occupent le premier rang.

On peut se rendre compte d'ailleurs de l'importance de ce mouvement réciproque en étudiant le *coefficient de productivité* des principales lignes de chemins de fer, et cette notion est fort utile quand il s'agit d'établir le trafic probable des lignes intermédiaires. Il suffit de considérer dans un rayon de 5 kilomètres par exemple, la zone qu'occupent ces lignes, et d'établir pour cette zone quel est le rapport du tonnage soit en voyageurs, soit en marchandises, à la population même de cette zone.

Les rapports ainsi calculés sont, on le comprendra facilement, très-variables et peuvent être déterminés par des circonstances accidentielles, comme le nombre des usines, des carrières, des établissements thermaux, etc.; mais ils dépendent aussi de causes naturelles. Ainsi, pour ne parler que de la *race*, on reconnaît que ce coef-

ficient est bien plus élevé dans le Nord que dans le Midi. C'est ainsi que, pour n'en donner qu'un exemple, Nancy offre un coefficient de voyageurs égal à celui de Marseille, bien que cette dernière ville soit autrement importante.

M. Cheysson ajoute que l'étude qu'il a faite des coefficients de productivité lui a déjà fourni quelques résultats qui seront consignés successivement dans la carte qu'il prépare à ce sujet.

M. Bourdin craint que le débat ouvert par M. de Foville ne tende à dévier. Il s'agit simplement de savoir où est l'or, où est l'argent? Pour lui, il pense que l'or joue un double rôle, l'un actif, dans les villes de circulation et d'affaires, l'autre passif, dans les pays pauvres où il tend à se cacher.

Personne ne demandant plus la parole, M. le Président fait procéder au dépouillement du scrutin et en proclame les résultats :

<i>Président.</i>	M. WILSON.
<i>Vice-Président.</i>	M. LAFABRÈGUE.
<i>Secrétaire général</i> (pour 3 ans). .	M. T. LOUA.
<i>Trésorier</i> (pour 3 ans).	M. Jules ROBYNS.
<i>Membres du Conseil</i>	MM. BEAURAIN et FLECHEY.

En conséquence, le bureau de la Société se trouve ainsi constitué pour 1882 :

<i>Président</i>	M. WILSON.
<i>Vice-Présidents</i> . . .	MM. CHEYSSON, MOTHÉRÉ et LAFABRÈGUE.
<i>Secrétaire général</i> . .	M. T. LOUA.
<i>Trésorier</i>	M. J. ROBYNS.
<i>Membres du Conseil</i> . .	MM. DE FOVILLE, DE MALARCE, GIMEL, BEAURAIN et FLECHEY.

La séance est levée à six heures.
